

# FO

Le président Macron cherche à gagner du temps,  
avec des annonces qui ne changent en rien sa politique libérale !

## DÉCIDONS LA MOBILISATION GÉNÉRALE !

À la légitime colère des salariés, retraités, chômeurs, bénéficiaires des minimas sociaux, des lycéens et des étudiants, le président de la République a répondu par une **minable mise en scène de série B où la compassion dégoulinante le disputait à une hypocrisie totalement méprisante.**

Quant aux annonces censées calmer la colère des gilets jaunes, elles relèvent pour la plupart de **l'imposture** !

### **Augmentation de 100 euros pour les salariés au SMIC ?**

Chacun a bien compris que le SMIC mensuel ne va pas augmenter de 100 euros. Le gouvernement n'impose aucun coup de pouce, l'augmentation au 1er janvier sera l'augmentation légale liée au coût de la vie, soit 1,8 %. La différence serait compensée par une évolution plus rapide de la prime d'activité. Pour FO Moselle, il s'agit d'une imposture dans la mesure où, contrairement à l'augmentation du SMIC qui est acquise définitivement, la prime d'activité pourra baisser au gré des décisions du gouvernement et des injonctions budgétaires européennes. **Donc rien pour ceux qui ne sont pas au SMIC : pas d'augmentation générale des salaires, des pensions de retraites, allocations et minima sociaux !**

### **Prime de fin d'année ?**

Là encore personne n'est dupe : il n'y aura aucune obligation pour les entreprises, il n'y aura que peu d'élus pour cette prime hypothétique.

### **Heures supplémentaires exonérées d'impôt et de cotisations sociales ?**

Une mesure de plus qui va fragiliser le financement de la sécurité sociale et des services publics ainsi que l'emploi, en accroissant les inégalités entre ceux qui font des heures

supplémentaires et ceux qui ne peuvent pas en faire. Cette mesure conduira aussi de fait à exonérer les entreprises d'une véritable négociation sur l'augmentation des salaires de base.

### **Annulation de la CSG pour les retraités entre 1200 et 2000 euros de retraite ?**

Il n'y a donc rien pour les petites retraites et pour tous ceux qui galèrent au quotidien. La revendication de FO, c'était annulation de l'augmentation de 1,7 % de la CSG pour tous, retraités, salariés du privé et agents de la fonction publique : on est loin du compte !

**Par contre le président de la République maintient le cap de sa politique libérale en faveur des plus aisés : maintien de l'ISF, maintien des plus de 100 milliards d'euros de cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises, notamment celles du CAC40, maintien des 40 milliards d'exonération de cotisations sociales en 2019 !**

**Ce sont donc les salariés, les chômeurs, les retraités, etc. qui vont payer l'addition au travers de la remise en cause de la protection sociale et des services publics.**

Le président Macron a d'ailleurs affirmé dans son intervention télévisée sa volonté et sa détermination à conduire jusqu'au bout la réforme de l'assurance chômage qui va encore frapper les sans-emplois et la réforme des retraites qui va réduire le niveau des pensions pour tous les salariés du privé et les agents publics !

**Pour FO Moselle, c'est inacceptable ! Nous devons organiser partout dans les entreprises et les administrations la mobilisation générale contre cette politique de régression sociale pour la satisfaction des revendications !**

# Préavis de grève interprofessionnelle à durée indéterminée !

Metz, le 7 décembre 2018

Monsieur le Préfet,

Les Unions départementales FO, CGT, Solidaires, CNT de Moselle considèrent que la colère des femmes et des hommes salariés, chômeurs, retraités, bénéficiaires des minima sociaux, des lycéens, étudiants qui s'exprime, sous diverses formes, depuis plusieurs semaines est légitime et profonde. Au-delà des questions de pouvoir d'achat, celle-ci s'exprime de manière plus large contre la destruction de notre modèle social : code du travail, convention collective, statut, protection sociale collective et services publics.

Les dernières annonces du gouvernement, gagné par l'inquiétude, conduisant à annuler temporairement l'augmentation du prix de carburant et de l'énergie programmée en janvier ne sont pas de nature à calmer les revendications et la colère.

Les Unions départementales déposent un préavis de grève interprofessionnelle à durée indéterminée à compter du 14 décembre couvrant l'ensemble des entreprises et administrations de Moselle et revendiquent :

## **Pouvoir d'achat :**

- Augmentation générale des salaires, du point d'indice des fonctionnaires, des retraites, allocations et minima sociaux ;
- Augmentation très forte du SMIC ;
- Annulation de l'augmentation de la CSG de 1,7 %,
- Mise en place immédiate d'une prime de transport obligatoire pour tous ; mise en place d'un véritable politique des transports écologique. Il est urgent d'investir massivement dans le réseau ferroviaire, de remettre en service des lignes abandonnées, d'en créer de nouvelles et de relancer le fret ferroviaire ; développement partout des transports en commun accessibles et qui tendent vers la gratuité.

## **Défense de notre modèle social :**

- Rétablissement de la hiérarchie des normes et donc abrogation de la loi El Khomri et des ordonnances Macron ;
- Maintien de tous les régimes de retraite et du Code des pensions civiles et militaires et retrait du projet de réforme sur la retraite par points ;
- Maintien des principes fondateurs de la Sécurité sociale et notamment de son financement par le salaire différé ; abrogation des baisses des cotisations salariales et abrogation des dizaines de milliards d'euros d'exonération de cotisations patronales.
- Défense du Régime d'assurance chômage, contre la mainmise de l'État et la baisse des droits des chômeurs ;
- Défense et rétablissement des Services publics républicains au plus près de la population ; arrêt des suppressions de postes et attribution des moyens budgétaires nécessaires ;
- Mise en place d'une fiscalité plus juste fondée sur une véritable progressivité de l'impôt sur le revenu.